

Journal de Roubaix

Quotidien de Roubaix Tourcoing et de la Région



BUREAUX
 ROUBAIX - 89-71, Grande-Rue, Tél. 237.52, 237.53 et 237.54.
 TOURCOING - 22, rue Carnot, Tél. 57.
 LILLE - 2, rue Faidherbe, Tél. 239.81.
 PARIS - 28, boulevard Poissonnière, Tél. Provence, 71.24.
 MOUScron - 105, rue de la Station, Tél. 5.44.

ANCIENS DIRECTEURS:
 Jean Baboux
 Alfred Baboux
 Madame Alfred Baboux

LES REVENDICATIONS ITALIENNES

La réponse française au gouvernement fasciste a été communiquée hier au Foreign Office

A BERLIN, ON ENVISAGERAIT UNE NOUVELLE CONFÉRENCE A QUATRE

Un incident à la Chambre à propos des déclarations de M. Bonnet



LE QUARTIER EUROPÉEN DE DJIBOUTI. (Ph. Franco-Press.)

PARIS, 29 DÉCEMBRE (Minuit).

A propos de la discussion des crédits supplémentaires de 1938, la Chambre a soulevé jeudi après-midi, la question des relations franco-italiennes. Divers orateurs ont tenté d'obtenir du gouvernement des précisions nouvelles. M. Georges Bonnet a répondu que le débat qui, au début de janvier, s'instituera au Palais-Bourbon sur la politique étrangère lui donnera l'occasion de satisfaire la légitime impatience des parlementaires. Mais on conçoit que le ministre n'ait pas cru pouvoir en dire plus long pour l'instant.

« Le voyage de M. Chamberlain à Rome, à propos duquel des échanges de vues ne cessent pas entre Paris et Londres, sera la pierre de touche des véritables desseins du gouvernement fasciste. Celui-ci agitera-t-il, comme on le laisse entendre de l'autre côté des Alpes, le problème des revendications méditerranéennes et africaines de l'Italie ? Compte-t-il sur M. Chamberlain pour obtenir des concessions de la France ?

Les entretiens anglo-italiens de Rome permettront précisément de fournir des réponses à ces questions.

Si ces demandes inouïes sont vraiment formulées devant M. Chamberlain, rien n'autorise à croire qu'il pourra les prendre en considération.

Le gouvernement français a pris trop nettement position contre toute cession territoriale : sa volonté, en l'occurrence, répond trop bien à celle de la France entière pour que le gouvernement anglais cherche à ébranler une résolution si clairement exprimée. Il ne se livrerait pas à une telle manœuvre sans compromettre l'amitié des deux grandes démocraties occidentales. Cela, personne ne l'ignore en Angleterre et M. Chamberlain moins que quiconque. Il n'y a donc aucune raison de mettre en doute les informations anglaises selon lesquelles M. Chamberlain dira à M. Mussolini, — si jamais celui-ci lui parle de Djibouti, de la Corse ou de la Tunisie — que l'Angleterre, garante du statut méditerranéen, en vertu des accords anglo-

italiens, n'a pas à connaître de ces problèmes et que c'est à la France que l'Italie doit s'adresser si elle juge bon de les poser.

On comprend très bien, en Angleterre, que la campagne inspirée de la presse transalpine a laissé échapper les chances d'un accord direct entre la France et l'Italie, et que la première, qui ne demande rien à la seconde, est parfaitement en droit d'exiger de celle-ci qu'elle ne lui réclame pas son bien.

Les milieux dirigeants du fascisme se sont trop pressés de spéculer sur des divergences possibles de conceptions entre Paris et Londres.

Ils pourraient peut-être bien perdre leurs illusions avant longtemps.

René ROUSSEAU

(Lire la suite page 2.)

LA VISITE DE M. CHAMBERLAIN A ROME

Rome, 29 décembre. — Le programme de la visite de M. Chamberlain et de lord Halifax à Rome est arrêté dans les grandes lignes.

Les hommes d'Etat anglais arriveront le 11 janvier dans l'après-midi. Ils assisteront, le soir, au palais de Venise, à un dîner qui sera suivi d'une grande réception.

Le 12, déjeuner au Quirinal et, le soir, gala à l'Opéra.

Le 13, visite au pape ; déjeuner chez le ministre d'Angleterre auprès du Saint-Siège.

Le soir, grand dîner à l'ambassade de Grande-Bretagne.

Le 14, à midi, départ.

Libres propos

COUPÉ EN DEUX

Le Parti socialiste est désormais coupé en deux. Le congrès de Montrouge accentue une division déjà vieille et confirme le désarroi des anciennes troupes du Front populaire.

On parle avec assez d'insistance d'un cartel socialo-communiste. Si cette idée qui est dans l'air prenait corps, nous verrions avant peu la formation d'un Front révolutionnaire.

Mais pour nous en tenir au fait actuel, constatons tout d'abord que les possibilités d'un retour au pouvoir de M. Blum et de ses amis s'évanouissent de plus en plus, en même temps qu'aillent que la formule d'union nationale à gauche, si chère au député de Narbonne, apparaît maintenant comme tout à fait impossible.

La situation politique est donc beaucoup plus nette et la position du gouvernement Daladier se trouve considérablement renforcée.

A la Chambre, les « flottants »

savent que le congrès socialiste ayant formellement condamné toute entreprise de rapprochement des groupes d'extrême gauche et du centre républicain, ils perdraient leur temps aujourd'hui à mêler leurs bulletins à ceux de l'opposition. D'avance, celle-ci les repousse.

L'œuvre de redressement va donc continuer dans une atmosphère purifiée, avec le concours de tous ceux qui se plaçant résolument sur le terrain national, le terrain patriotique, veulent travailler à sauver la paix en réparant les forces françaises épuisées par de ruineuses expériences.

Le parti socialiste n'a plus de doctrine en matière extérieure, ou plutôt il en a plusieurs qui viennent de s'affronter sans pouvoir vraiment s'accorder. Comment voulez-vous que dans ces conditions, il puisse encore diriger les affaires du pays ? La France n'a pas les moyens de se payer deux ministres au Quai-d'Orsay et deux diplomates.

D'autre part, la seule pensée d'un cartel socialo-communiste enlève au parti socialiste le peu d'autorité que le syndicalisme à la Jouhaux lui avait laissée. De moins en moins, il peut s'appuyer sur cette grande masse populaire qui se détache ouvertement des politiciens qui l'ont trompée.

En s'opposant, à la quasi-unanimité des suffrages, à la formation d'un ministère d'union, les congressistes de Montrouge ont mis leur parti en dehors du mouvement qui veut grouper tous les Français soucieux de l'avenir de leur pays.

N'est-ce pas un signe des temps — des temps meilleurs — que de voir les socialistes en pleine discorde pendant que les citoyens conscients de la gravité de l'heure, se rapprochent et s'unissent pour servir la France ?

Louis DARTOIS

L'invite adressée à M. André Tardieu de rentrer dans la vie politique aurait été formulée à l'insu de MM. Blum et Delbos

On n'a pas oublié la polémique qui a récemment mis aux prises d'une part, M. André Tardieu et d'autre part, MM. Léon Blum et Yvon Delbos, au sujet des propositions que ces deux derniers, disaient-on, lui avaient faites en vue de lui permettre d'entrer dans un gouvernement de large union nationale.

L'hebdomadaire « Gringoire », sous le titre « La réponse des textes », a publié jeudi une lettre de M. Louis Aubert, agrégé de l'Université, ancien collaborateur de M. Tardieu au haut-commissariat de France aux Etats-Unis, contenant les offres faites à l'ancien président du Conseil, d'ordre, disait-il, de M. Yvon Delbos et de M. Léon Blum, par M. Ganem, fonctionnaire de la S.D.N., collaborateur immédiat de M. Y. Delbos.

Dans « Le Populaire » de jeudi, M. L. Blum maintient ses dénégations formelles.

De son côté, dans une déclaration remise à la presse jeudi, M. Yvon Delbos déclare qu'on a agi à son insu et qu'on a fait état d'une simple conversation à bâtons rompus.

Enfin, M. Ganem, mis en cause, publie la déclaration suivante :

« Je viens de lire la série de lettres publiées par M. Tardieu et dans lesquelles je suis mis en cause. Je tiens à préciser les faits pour autant qu'ils me concernent.

C'est spontanément, sans mission d'aucune sorte, que le 15 octobre dernier j'ai fait part à M. Louis Aubert, auquel me lie une amitié de plusieurs années, d'une conversation que j'avais eue avec M. Yvon Delbos.

M. Louis Aubert avait été longtemps le collaborateur de M. Tardieu, il m'a paru que celui-ci pouvait être mis au courant de l'état d'esprit que traduisait cette conversation.

Mais c'est donc à l'insu de M. Yvon Delbos que la lettre du 15 octobre a été écrite. »

La navette budgétaire pourra commencer samedi matin

Paris, 29 décembre. — La conférence des présidents de commissions et de groupes a décidé de proposer à la Chambre de se réunir vendredi, à 15 h., pour recevoir officiellement le budget à son retour du Sénat.

La Commission des finances se réunira aussitôt après et la navette pourra commencer samedi matin, puisque la commission terminera probablement ses travaux dans la soirée ou dans la nuit de vendredi.

Dès jeudi après-midi, elle a entrepris l'étude des budgets particuliers des dépenses.

Il lui restera à examiner vendredi la loi de finances et les amendements et articles additionnels au nombre de 80 environ, déposés au Sénat ou déposés à la Chambre depuis la discussion en première lecture.

Le général Bruseaux est nommé commandant de la place de Metz

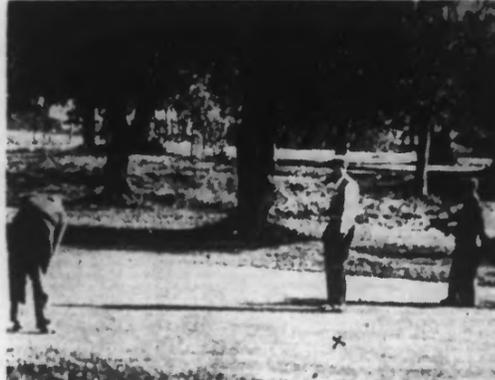
Verdun, 29 décembre. — Le général Bruseaux qui commandait le secteur fortifié depuis trois ans, vient d'être nommé commandement de la place de Metz.

Le boulanger de Bethléem



Type parfait du vieil Arabe, il a succédé à ses parents et à ses grands-parents. Depuis des générations, sa famille cuit le pain pour les habitants de la cité où naquit Jésus.

LE ROI DES BELGES SUR LA COTE D'AZUR



Le roi LÉOPOLD III séjourne actuellement sur la Côte d'Azur, au Cap Ferrat, en compagnie de la reine mère ELISABETH. LE VOICI (marqué d'une croix), JOUANT AU GOLF SUR LE TERRAIN DE ST. VERAN, PRÈS DE CAGNES-SUR-MER, JEUDI MATIN.

A combien se chiffrent les escroqueries de Bernard Natan ? ON PARLE DE 600 MILLIONS

Il y a déjà 7.000 plaignants

Paris, 29 décembre. — A combien se chiffrent les escroqueries qui ont amené les arrestations de Natan Tanenazoff, dit Bernard Natan, Jean-Simon Cerf et de l'ingénieur grec Alexandre Johannides ? Les premières plaintes remontent à 1931. Des actionnaires ou des créanciers de la société Pathe-Natan reprochaient à Bernard Natan ses agissements frauduleux. Mais comme aucune preuve comptable ne put être fournie, l'affaire se termina par un non-lieu.

Survint en 1934, la faillite de Pathe-Cinéma. Les livres de la société furent soumis aux syndics Coutant et Mauger. L'examen approfondi des archives de la société permit de préciser certaines activités du « roi du cinéma », et de rouvrir un certain nombre d'informations.

L'enquête releva, dès à présent, que Pierre Natan aurait constitué trente-trois sociétés anonymes fictives, toutes filiales de la Pathe-Natan, qui sombrèrent à zéro. Les millions ayant servi à acheter des actions, elles aussi fictives, de ces filiales auraient été successivement détournées par Bernard Natan et ses complices.

M. Robert Driker, président du Syndicat de défense des victimes de Natan, qui groupe maintenant sept mille plaignants, déclare : « C'est 600 millions de francs en argent liquide que Tanenazoff, dit Natan, et quelques autres ont détournés et volatilisés. »

M. Ledoux, le juge d'instruction chargé de l'enquête, a procédé, jeudi, à une confrontation entre Johannides, qu'assistait M. Tenger, et Jean Cerf, qu'accompagnait M. Moncoye.

On sait qu'après son arrestation, Johannides a fait des aveux complets concernant son rôle dans la création de la société fantôme « Sebazi », tandis que Cerf et Natan ont protesté avec énergie de leur innocence.

Aussi la confrontation fut-elle particulièrement mouvementée.

Jean Cerf continua de s'indigner des attaques portées contre lui. Quant à Johannides, toujours calme et souriant, il maintint ses affirmations.

Le juge d'instruction lui rappela que c'est sur ses déclarations que Cerf fut arrêté. Il répéta qu'il prenait la responsabilité de ses paroles en reconnaissant les conséquences graves qu'elles pouvaient avoir pour lui.

Il précisa avoir remis à deux reprises des plans d'appareil nouveau à Cerf qui aurait créé la société « Sebazi » (société d'exploitation des brevets d'Alexandre Johannides). Cerf lui répondant qu'il n'avait aucune preuve. Johannides riposta que c'était sur sa demande qu'il avait détruit tout ce qui se rapportait à cette affaire. Finalement, Cerf déclara que Johannides était persuadé que c'était à cause de lui qu'il avait été entraîné dans cette affaire, et qu'il voulait maintenant tout lui « mettre sur le dos ».

Un message de nouvel an de M. Chamberlain

« J'AI CHERCHÉ A FAIRE DISPARAITRE LES CAUSES POSSIBLES DE GUERRE ET A ASSURER UNE ENTENTE ENTRE LES NATIONS... »

« Si le besoin s'en présentait, nous serions maintenant en mesure de remplir nos obligations envers nos alliés, envers l'empire et envers nous-mêmes »

Londres, 29 décembre. — Dans un message de nouvel an que publie la revue « Home and Empire », M. Chamberlain estime que si l'année écoulée a apporté des épreuves et des anxiétés, ces dernières ont cependant été plus que contrebalancées par les gains.

Faisant allusion au réarmement, le premier ministre s'exprime en ces termes :

« Notre force armée nous permet de déclarer dans les conseils des Nations que tout en cherchant l'amitié avec tous les peuples que nous rencontrons dans un esprit raisonnable et équitable, nous ne ferons pas de concessions à la force. »

Passant ensuite en revue les événements de 1938, M. Chamberlain poursuit :

« Rejetant l'opinion selon laquelle la guerre est inévitable et que notre seule tâche consiste à nous y préparer, j'ai cherché avec persévérance à faire disparaître les causes possibles de guerre et, au moyen de consultations directes et de discussions, à assurer un degré de confiance nouveau et plus complet, ainsi qu'une entente entre les nations. »

(Lire la suite page 2.)

CHRONIQUE DES LETTRES

POÈTES

Un des points sur lesquels il est probable que les futurs historiens de la littérature française se trouveront d'accord, touchant notre époque, c'est une certaine et très significative impuissance du génie poétique. Parmi les « moins de quarante ans », je ne vois pas quel nom pourrait être cité pour représenter la grande poésie, si ce n'est celui de Patrice de La Tour du Pin, de qui les premiers recueils contenaient plus que des promesses, sans pourtant nous donner encore cette fleur parfaite et immarcescible que nous attendons des inspirés. Dans cette carence, il faut voir sans doute un signe du désordre de notre monde moderne, si tremblant sous nos pieds, si artificiellement compliqué, si lourd de menaces concrètes que nous n'avons plus le loisir de contempler les astres.

C'est donc à la génération précédente que nous devons demander les poètes. Elle peut, elle, honorer de grands noms : un Francis Jammes, un Claudel, un Valéry, un Supervielle. Jammes est mort il y a quelque semaines ; mais — peut-on le dire ? — son génie était depuis longtemps assoupi, et dans cette vieille voix dorée qui ne voulait pas se taire, dans ces balbutiements poétiques des dernières années, nous n'entendions plus qu'un écho lointain, assourdi, du chant ingénu et fin où cette âme si pure avait dit son amour des choses et sa foi chrétienne.

Claudel et Valéry, eux, préfèrent le silence, ou plutôt, ils se tournent l'un et l'autre, chacun suivant la pente de sa pensée, vers l'étude de problèmes théoriques qui touchent à la poésie ; ils dissertent, ils expliquent, ils ne chantent plus guère... Claudel applique surtout son intelligence à l'explication du symbolisme de la Bible. De lui, nous avons vu récemment une longue préface écrite pour la réimpression de l'Introduction au livre de Ruth, de l'abbé Tardif de Moirrey (1). Curieux ouvrage et, surtout, curieux homme que cet abbé Tardif, qui a vécu à la fin du siècle dernier une vie obscure et reclusive, consacrée à de lentes et savantes méditations sur les sens cachés des récits bibliques. Dévot de La Salette, il a bien connu Léon Bloy — dont on sait l'émouvante fidélité à ce sanctuaire de la Vierge, — et ce fut même lui, semble-t-il, qui l'initia à l'interprétation figurée de l'Écriture, science dont Léon Bloy use et abuse parfois dans les parties les plus mystiques de son œuvre : tel « Le Salut par les Juifs ». C'est par Léon Bloy que Claudel a connu l'œuvre de Tardif.

L'esprit de Valéry s'applique à une tout autre matière, qui n'a cessé de retenir sa curiosité depuis ses tout premiers écrits, depuis son Introduction à la méthode de Léonard de Vinci, qui est de 1895, en passant par Eupalinos, qui est de 1924 : l'esthétique, la réflexion sur la nature de l'art et sur les secrets de l'artiste. A cette veine de pensée appartient son dernier livre, Degas, Danse, Dessin (2). C'est une suite de souvenirs et d'essais à bâtons rompus qui, tant bien que mal, se rattachent à l'art, à la personne et à l'œuvre du peintre Degas, que Valéry a bien connu dans sa jeunesse et dont, pour des raisons faciles à comprendre, il admire profondément le talent. Degas fut en effet un artiste essentiellement réfléchi, volontaire, intelligent, un désinvolte au sens propre du mot — c'est-à-dire un cerveau qui travaille à construire, à composer sa vision du monde. « Je ne sais pas d'art qui puisse engager plus l'intelligence que le dessin », écrit Valéry, et sous la plume du plus intellectuel des poètes, ces mots décrivent le plus bel éloges. D'autre part, le goût de Degas pour les sujets où se rejoignent l'élégance et l'artifice — champs de courses et coulisses d'opéras, — cette recherche du geste où la grâce la plus extrême est le fruit d'une lente et savante préparation, — galop de pur-

A l'approche du nouvel an...



Les sautoches des factos ont lourdement chargées. (Ph. Satra.)



Le CONTRE-TORPILLEUR « L'ÉPÉVIER » QUI VIENT DE PARTIR POUR DJIBOUTI.